



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LES PROPOSITIONS DE LA CGT À MACRON

Le président de la République reçoit la CGT, ce mercredi 2 octobre. Sa tentation de choisir ses interlocuteurs syndicaux a échoué.

La démocratie sociale ne se pratique pas à géométrie variable ou uniquement avec ceux que l'on croit pouvoir convaincre.

Pour la CGT, la démocratie, c'est le débat contradictoire, arguments contre arguments, pour permettre aux citoyens, aux travailleurs et travailleuses de se forger une opinion.

La CGT ira à ce rendez-vous, porteuse de nombreuses propositions en matière sociale et environnementale.

Bien évidemment, en matière de retraite et, plus largement, de protection sociale, notre système actuel par répartition et par annuité est solide, solidaire et doit être amélioré par un meilleur partage des richesses produites pour rétablir le droit de partir dès 60 ans avec une bonne pension.

La réforme Delevoye veut décaler l'âge de la retraite à 64 voire 65 ans, alors que plus d'un salarié sur deux de plus de 55 ans est actuellement hors de l'emploi ; ce sont les employeurs qui en portent la principale responsabilité.

La prise en compte de la pénibilité au travail, avec des départs anticipés doit être garantie et élargie à tous les travailleurs concernés, dans le public comme dans le privé.

Il y a nécessité de mettre en place une sécurité sociale intégrale avec un droit à compensation de la perte d'autonomie (âge et handicap) intégré dans l'assurance maladie.

Nous exigeons l'augmentation des salaires et du point d'indice dans la fonction publique, la mise en œuvre de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ainsi que l'intégration des éléments de rémunération (primes, etc.) et le rétablissement des cotisations sociales dont l'exonération est préjudiciable à la sécurité sociale. Toutes ces mesures rapporteraient plus de 40 milliards d'euros pour financer de meilleures retraites.

Concernant les services publics, le soutien massif de la population aux mobilisations des personnels de santé révèle leur attente pour conforter et développer des services publics de qualité et de proximité, tant en matière de transports que de logement, d'éducation ou d'accès aux administrations publiques. Il faut mettre fin immédiatement aux suppressions de postes programmées dans la fonction publique et, particulièrement, dans les finances.

L'accident récent à Rouen démontre également la nécessité de faire des questions environnementales une priorité avec des moyens attribués aux organismes publics de surveillance et de contrôle des entreprises.

Comment aussi ne pas revenir sur la récente réforme de l'assurance chômage qui va réduire drastiquement l'indemnisation de centaines de milliers de privés d'emploi ? La CGT exige son abandon, le maintien et l'extension des droits chômage et exige la mise en œuvre d'une politique de relance stratégique de l'emploi. Cela passe, en premier lieu, par la préservation des sites industriels menacés. Industrie et transport sont étroitement liés. Deux urgences pour lesquelles la CGT exige des réponses immédiates :

- ADP : le gouvernement doit mettre en œuvre tous les moyens pour que le RIP soit accessible à l'ensemble de nos concitoyens.
- le train des primeurs Perpignan-Rungis : la CGT exige la reprise dès le mois de novembre. Cela illustre la nécessité de relancer le fret ferroviaire sous maîtrise publique.

Ce sont toutes ces questions qui sont portées aujourd'hui dans les mobilisations sociales, syndicales et environnementales.

Le président de la République doit y répondre.

Montreuil, le 1^{er} octobre 2019